

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3043

[2006/202525]

22 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le Règlement (CE) no 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) no 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par Règlement (CE) n° 658/2006 de la Commission du 27 avril 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 659/2006 de la Commission du 27 avril 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IVbis dudit Règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 660/2006 de la Commission du 27 avril 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 11, et 64, § 1^{er}, et 70, § 1^{er}, point a), deuxième tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 12 juin 2006;

Vu le protocole du 23 juin 2005 entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA), la Division des Aides à l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne (IG2) et l'Administration de la Gestion et de la Qualité de la Production agricole du Ministère de la Communauté flamande (ABKL), relatif à la conditionnalité;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux Règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;Considérant que les agriculteurs, depuis l'instauration au 1^{er} janvier 2005 des nouveaux régimes de soutien direct, sont tenus de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion, les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales, y compris pour les superficies laissées hors production, ainsi que les obligations en ce qui concerne le maintien des terres consacrées aux pâturages permanents;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les lignes directrices de la conditionnalité en Région wallonne;

Considérant que ces lignes directrices de la conditionnalité et leurs conséquences éventuelles en cas d'irrégularité ont fait l'objet de concertations avec les organismes spécialisés compétents dans les matières visées et avec les représentants des agriculteurs;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application des nouveaux régimes de soutien direct ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place de ces régimes;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions***Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :1^o "Ministre" : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;2^o "administration" : la Division des Aides à l'Agriculture (IG2) de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;3^o "organisme spécialisé compétent" : l'autorité nationale ou régionale compétente en matière de contrôle tel que visé par l'article 2, point 36), du Règlement (CE) n° 796/2004;4^o "conditionnalité" : les exigences réglementaires en matière de gestion et les bonnes conditions agricoles et environnementales conformément aux articles 4 et 5 du Règlement (CE) n° 1782/2003;5^o "déclaration de superficie" : déclaration de l'agriculteur faite en 2003 ou en 2004 conformément à l'article 4, § 1^{er}, du Règlement no 2419/2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le Règlement (CEE) no 3508/92 du Conseil ou, à partir du 1^{er} janvier 2005, la demande d'aides visée par l'article 22 du Règlement (CE) n° 1782/2003, qui contient la déclaration de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation;6^o "codes de culture" : codes définis par l'administration et utilisés dans les formulaires de déclarations de superficie, identifiant les types de culture;

7° "codes de destination" : codes définis par l'administration et utilisés dans les formulaires de déclaration de superficie, identifiant les destinations, principales ou secondaires, des parcelles;

8° "codes d'information" : codes définis par l'administration et utilisés dans les formulaires de déclaration de superficie, identifiant des informations supplémentaires au niveau de la parcelle. Ces codes sont liés notamment à la situation géographique particulière de la parcelle, à une utilisation particulière de celle-ci ou à une de ses caractéristiques physiques ou agronomiques. Ces informations sont communiquées à titre indicatif et ne préjugent pas de la réalité parcellaire;

9° "pâturage permanent" : terre consacrée à la production d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées telle que définie à l'article 2, point 2), du Règlement (CE) n° 796/2004;

10° "prairie considérée comme faisant partie des pâturages permanents" : une parcelle agricole située sur le territoire de la Région wallonne qui remplit l'une des conditions suivantes :

— la parcelle a été déclarée en tant que prairie permanente (code de destination P, G ou I et code de culture 611 ou 612) par un agriculteur en 2003 au moyen de sa déclaration de superficie mais n'a pas fait l'objet d'un remplacement en faveur d'une autre parcelle par une compensation autorisée par l'administration en application de l'article 3, §§ 2 et 4;

— la parcelle a été déclarée par un agriculteur en 2005 au moyen de sa déclaration de superficie comme prairie permanente (code de culture 61) mais n'a pas été déclarée en 2003 ou alors elle a été déclarée par un agriculteur en 2003 comme prairie temporaire (code de destination P, G ou I et code de culture 621 ou 622). Cette parcelle n'a toutefois pas fait l'objet d'un remplacement en faveur d'une autre parcelle par une compensation autorisée par l'administration en application de l'article 3, §§ 2 et 4;

— la parcelle a été déclarée, après le 1^{er} janvier 2005, par un ou différents agriculteurs dans leurs déclarations de superficies, comme prairie (codes de culture 61 ou 62) durant cinq années consécutivement mais n'a pas encore fait l'objet d'un remplacement en faveur d'une autre parcelle par une compensation autorisée par l'administration en application de l'article 3, §§ 2 et 4;

— la parcelle provient du remplacement d'une autre parcelle suite à une compensation autorisée par l'administration en application de l'article 3, §§ 2 et 4;

11° "superficie de référence en pâturages permanents" : la superficie de terres déclarées par les agriculteurs relative à l'ensemble des prairies permanentes déclarées en 2003 et situées sur le territoire de la Région wallonne, augmentée de la superficie relative à l'ensemble des nouvelles prairies permanentes situées sur le territoire de la Région wallonne et déclarées en 2005 alors qu'elles n'avaient pas été déclarées en 2003 ou alors qu'elles avaient été déclarées en 2003 en tant que prairies temporaires. Cette superficie s'élève à 306.144,48 hectares;

12° "ratio de référence" : rapport entre, d'une part, la superficie de référence en pâturages permanents et, d'autre part, la superficie agricole totale telle que définie à l'article 2, point a), du Règlement (CE) n° 795/2004, déclarée en 2005 et relative à la Région wallonne, soit 754.938,93 hectares;

13° "ratio annuel" : rapport, calculé annuellement en fonction des superficies déclarées par les agriculteurs au moyen de leurs déclarations de superficie, entre d'une part la superficie de terres consacrées en Région wallonne au pâturages permanents lors d'une année considérée et, d'autre part, la superficie agricole totale telle que définie à l'article 2, point a), du Règlement (CE) n° 795/2004 et relative à la Région wallonne pour la même année;

14° "zone Natura 2000" : l'une des zones visées par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

15° "zone vulnérable" : la zone vulnérable visée par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, abrogé le 22 mars 2005 et remplacé à partir de cette date par l'article R. 191 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

16° "zone à contrainte environnementale particulière" : l'une des zones soumises à des contraintes environnementales particulières visées par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, abrogé le 22 mars 2005 et remplacé à partir de cette date par l'article R. 193 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

17° "substance dangereuse" : les substances, pesticides et hydrocarbures, énumérées à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines.

CHAPITRE II. — *Domaines de la conditionnalité*

Art. 2. La conditionnalité est soumise à cinq domaines qui comprennent un ou plusieurs obligations, thèmes ou actes :

- domaine 1 : maintien des terres consacrées aux pâturages permanents (1 obligation);
- domaine 2 : bonnes conditions agricoles et environnementales (4 thèmes);
- domaine 3 : environnement (5 actes);
- domaine 4 : santé publique, santé des animaux et des végétaux (9 actes);
- domaine 5 : bien-être des animaux (3 actes).

La conditionnalité s'applique à l'ensemble de l'exploitation.

CHAPITRE III. — *Domaine 1 : Maintien des pâturages permanents**Section unique.* — Obligation n° 1 : Maintien des pâturages permanents en Région wallonne

Art. 3. § 1^{er}. Chaque année, les agriculteurs sont informés par l'administration et par voie de presse de l'évolution du rapport entre le ratio annuel et le ratio de référence et des conséquences, reprises au § 2, que cette évolution implique.

§ 2. Lorsque, pour une année donnée à partir de la campagne 2005, le rapport entre le ratio annuel et le ratio de référence ne diminue pas de 5 % ou plus vis-à-vis du ratio de référence, aucune mesure n'est prise et aucune obligation particulière en ce qui concerne le maintien de leurs pâturages permanents n'est imposée aux agriculteurs.

Lorsque la diminution visée au premier alinéa est égale ou supérieure à 5 % mais inférieure à 7,5 % vis-à-vis du ratio de référence, il est imposé aux agriculteurs une interdiction générale pour l'année considérée d'affecter à un autre usage que celui de prairie les prairies considérées comme faisant partie des pâturages permanents. En cas de restructuration de l'exploitation, les agriculteurs qui souhaitent affecter à d'autres usages de telles prairies après le mois d'août de l'année considérée, doivent préalablement introduire une demande d'autorisation motivée à l'administration et lui indiquer les parcelles qu'ils comptent remettre en prairies en Région wallonne en compensation sachant qu'ils auront l'obligation de maintenir ces nouvelles parcelles comme pâturages permanents pendant un minimum de cinq années.

Lorsque la diminution atteint 7,5 % ou plus vis-à-vis du ratio de référence, outre l'interdiction générale sus-visée d'affecter à un autre usage les prairies considérées comme faisant partie des pâturages permanents, les agriculteurs qui auraient affecté à un autre usage des parcelles considérées comme pâturages permanents doivent remettre une superficie équivalente en prairie avec l'obligation de maintenir ces nouvelles parcelles comme pâturages permanents pendant un minimum de cinq années.

§ 3. Les parcelles considérées comme ne faisant pas partie des pâturages permanents mais étant déclarées, après le 1^{er} janvier 2005, par un ou différents agriculteurs dans leurs déclarations de superficies, comme prairie (codes de culture 61 ou 62) durant cinq années consécutivement seront considérées comme faisant partie des pâturages permanents par l'administration dès la cinquième année.

Toutefois, les tournières enherbées déclarées comme telles dans la déclaration de superficie et portant le code de culture 751 ne sont pas considérées comme faisant partie des pâturages permanents et ne sont pas prises en compte dans le cadre du maintien des pâturages permanents.

§ 4. A chaque parcelle considérée comme faisant partie des pâturages permanents est attribué par l'administration un code d'information "P" communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de déclaration de superficie préimprimé par l'administration.

Tout transfert d'une parcelle agricole à un autre agriculteur ne modifie en rien la considération éventuelle de cette parcelle comme faisant partie des pâturages permanents.

Sans préjudice des obligations prévues par le deuxième paragraphe, l'agriculteur peut demander à l'administration l'autorisation de compenser une ou plusieurs parcelles de son exploitation considérées comme faisant partie des pâturages permanents par une ou plusieurs autres parcelles de superficie totale au moins équivalente et situées en Région wallonne. En cas d'acceptation, la ou les nouvelles parcelles seront considérées comme faisant partie des pâturages permanents et la ou les anciennes perdent cette propriété.

§ 5. Les présentes dispositions relatives au maintien des pâturages permanents s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

CHAPITRE IV. — *Domaine 2 : Bonnes conditions agricoles et environnementales**Section 1^{re}.* — Thème n° 2 : Lutte contre l'érosion des sols

Art. 4. Sur les parcelles de terre présentant un risque d'érosion, l'agriculteur est tenu de respecter les normes déterminées par le Ministre.

Une parcelle est considérée à risque d'érosion lorsque plus de 50 % de sa superficie présente une pente supérieure ou égale à 10 % pour autant que cette superficie en pente ait un minimum de 50 ares.

A chaque parcelle considérée comme à risque d'érosion est attribué par l'administration un code d'information "R" communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de déclaration de superficie préimprimé par l'administration.

Les présentes dispositions relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales s'appliquent à toute parcelle agricole située en Région wallonne d'une exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 2. — Thème n° 3 : Maintien des niveaux de matières organiques du sol

Art. 5. En ce qui concerne le maintien des niveaux de matières organiques du sol, l'agriculteur est tenu de respecter les normes déterminées par le Ministre.

La présente disposition relative au maintien des niveaux de matières organiques du sol s'applique à toute parcelle agricole située en Région wallonne d'une exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 3. — Thème n° 4 : Maintien de la structure des sols

Art. 6. Tout agriculteur pratiquant l'irrigation ou l'ayant pratiqué depuis 2002 doit le déclarer dans sa déclaration annuelle de superficie et demande d'aides et est tenu de respecter les normes déterminées par le Ministre.

Les présentes dispositions relatives au maintien de la structure des sols s'appliquent à toute parcelle agricole située en Région wallonne d'une exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 4. — Thème n° 5 : Maintien d'un niveau d'entretien minimal des terres

Art. 7. Tout agriculteur doit maintenir toutes les parcelles de son exploitation, et en particulier celles qui ne sont plus exploitées à des fins de production, dans de bonnes conditions agricoles et environnementales et est tenu de respecter les normes déterminées par le Ministre.

Les présentes dispositions relatives au maintien d'un niveau d'entretien minimal des terres s'appliquent à toute parcelle agricole située en Région wallonne d'une exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

*CHAPITRE V. — Domaine 3 : Environnement**Section 1^{re}. — Actes n^{os} 6 et 7 : Conservation des oiseaux sauvages et des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages*

Art. 8. Tout agriculteur ayant dans son exploitation une ou plusieurs parcelles situées partiellement (à raison d'une superficie minimale fixée par le Ministre) ou totalement en zone Natura 2000 est tenu de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions du décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

A chaque parcelle considérée comme situées partiellement ou totalement en zone Natura 2000 est attribué par l'administration, un code d'information "N".

Pour les parcelles situées partiellement en zone Natura 2000, les exigences concernent uniquement la partie de parcelle située dans cette zone.

Les présentes dispositions relatives à la conservation des oiseaux sauvages et des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage s'appliquent à toute parcelle agricole située en Région wallonne d'une exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 2. — Acte n° 8 : Protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Art. 9. En matière du respect des dispositions relatives à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates, les agriculteurs sont tenus de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, abrogé le 22 mars 2005 et remplacé à partir de cette date par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture.

A chaque parcelle considérée comme situées partiellement ou totalement en zone vulnérable ou en zone à contrainte environnementale, telles que visées à l'article 1^{er}, points 15° et 16°, est attribué par l'administration un code respectif d'information "V" ou "H" communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de déclaration de superficie préimprimé par l'administration.

Les présentes dispositions relatives à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles s'appliquent à toute parcelle agricole située en Région wallonne d'une exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 3. — Acte n° 9 : Protection des sols lors de l'utilisation de boues d'épuration en agriculture

Art. 10. En matière du respect des dispositions relatives à l'utilisation des boues d'épuration, l'agriculteur est tenu de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques. Tout agriculteur utilisant ou ayant utilisé des boues d'épuration depuis 2002 doit le déclarer à la rubrique adéquate de son formulaire de déclaration de superficie.

Les présentes dispositions relatives à la protection des sols lors de l'utilisation de boues d'épuration en agriculture s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 4. — Acte n° 10 : Protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses

Art. 11. En matière du respect des dispositions relatives à la pollution engendrée par les substances dangereuses, l'agriculteur est tenu de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par l'arrêté du Gouvernement régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine, par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Les présentes dispositions relatives à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses s'appliquent à toute unité de production située sur le territoire de la Région wallonne ou, pour une exploitation donnée, sur la partie, parcelle ou unité de production, y compris les infrastructures de stockage des hydrocarbures, située sur le territoire de la Région wallonne.

*CHAPITRE VI. — Domaine 4 : Santé publique, santé des animaux et des végétaux**Section 1^{re}. — Acte n° 11 : Identification des bovins et porcins*

Art. 12. En matière du respect des dispositions relatives à l'enregistrement et à l'identification des bovins, l'agriculteur est tenu de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences, en particulier par l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémio-surveillance des bovins.

Les présentes dispositions relatives à l'enregistrement et à l'identification des bovins s'appliquent à toute exploitation dont un troupeau bovin est lié à une unité de production située sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 13. En matière du respect des dispositions relatives à l'enregistrement et à l'identification des porcs, l'agriculteur est tenu de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences, en particulier par l'arrêté royal du 15 février 1995 relatif à l'identification

des porcs et par l'arrêté ministériel du 19 février 1982 portant réglementation de l'identification des porcs d'élevage et d'engraissement et l'enregistrement des porcs.

Les présentes dispositions relatives à l'enregistrement et à l'identification des porcs s'appliquent à toute exploitation dont un troupeau porcin est lié à une unité de production située sur le territoire de la Région wallonne.

Section 2. — Acte n° 12 : Identification des ovins et caprins

Art. 14. En matière du respect des dispositions relatives à l'enregistrement et à l'identification des ovins et caprins, l'agriculteur est tenu de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences, en particulier par l'arrêté royal du 2 juillet 1996 relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés.

Les présentes dispositions relatives à l'enregistrement et à l'identification des ovins et caprins s'appliquent à toute exploitation dont des ovins ou caprins se trouvent sur le territoire de la Région wallonne.

Section 3. — Acte n° 13 : Utilisation de certaines substances

Art. 15. En matière du respect des dispositions relatives à l'interdiction de certaines substances dans les spéculations animales pour les animaux producteurs de denrées alimentaires, l'agriculteur est tenu, à partir du 1^{er} janvier 2006, de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences.

Les présentes dispositions relatives à l'utilisation de certaines substances dans les spéculations animales s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 4. — Acte n° 14 : Sécurité des denrées alimentaires (traçabilité)

Art. 16. En matière du respect des dispositions relatives à la sécurité des denrées alimentaires (traçabilité), l'agriculteur est tenu, à partir du 1^{er} janvier 2006, de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences.

Les présentes dispositions relatives à la sécurité des denrées alimentaires s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 5. — Acte n° 15 : Lutte contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST)

Art. 17. En matière du respect des dispositions relatives à la prévention, au contrôle et à l'éradication de certaines EST (dont ESB ...), l'agriculteur est tenu, à partir du 1^{er} janvier 2006, de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences.

Les présentes dispositions relatives à la lutte contre les EST s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 6. — Actes n°s 16 à 18 : Lutte contre certaines maladies

Art. 18. En matière du respect des dispositions relatives à la lutte contre certaines maladies, l'agriculteur est tenu à partir du 1^{er} janvier 2006, de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les exigences en matière de notifications de ces maladies en cas de suspicion ou d'existence de celles-ci.

Les présentes dispositions relatives à la lutte contre certaines maladies s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

Section 7. — Acte n° 19 : Utilisation des produits phytopharmaceutiques

Art. 19. En matière du respect des conditions d'utilisation des produits phytopharmaceutiques, l'agriculteur est tenu à partir du 1^{er} janvier 2006, de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences.

Les présentes dispositions relatives à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

CHAPITRE VII. — Domaine 5 : Bien-être des animaux

Section unique. — Actes n°s 20 à 22 : Respect du bien-être des animaux

Art. 20. En matière du respect des exigences minimales de bien-être des animaux, des porcs et des veaux, l'agriculteur est tenu à partir du 1^{er} janvier 2007, de respecter, aux conditions fixées par l'article 21 du présent arrêté, les dispositions imposées par les arrêtés fédéraux relatifs à ces exigences.

Les présentes dispositions relatives au respect du bien-être des animaux s'appliquent à toute exploitation située en tout ou en partie sur le territoire de la Région wallonne.

CHAPITRE VIII. — Dispositions générales

Art. 21. Les obligations couvertes par le domaine 1, les normes couvertes par le domaine 2 et les exigences couvertes par les domaines 3, 4 et 5 dans le cadre de la conditionnalité sont précisées par le Ministre.

Art. 22. Tout agriculteur demandant des paiements directs est tenu de respecter les exigences, normes et obligations particulières, sous peine de pénalités fixées par le Ministre et selon les modalités de calcul qu'il détermine.

En cas de non-conformité aux obligations, normes ou exigences de la conditionnalité, la pénalité est appliquée sur l'ensemble des paiements directs octroyés à l'agriculteur.

Art. 23. Tout agriculteur demandant des paiements directs est tenu de prêter totale assistance aux organismes spécialisés compétents.

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Art. 25. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3043

[2006/202525]

22. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikel 3 § 1 Punkt 1^o, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2006 der Kommission vom 20. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 658/2006 der Kommission vom 27. Dezember 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 659/2006 der Kommission vom 27. März 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IV^{bis} der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 660/2006 der Kommission vom 27. April 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58 § 1, 64 § 1, und 70 § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der am 12. Juni 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde;

Aufgrund des am 23. Juni 2005 auf dem Gebiet der Cross-Compliance abgeschlossenen Protokolls zwischen der Förderagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette (FASNK), der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region (IG2) und der Verwaltung der Regelung und der Qualität der landwirtschaftlichen Produktion des Ministeriums der Flämischen Gemeinschaft (ABKL);

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel aufgeführten Verordnungen des Rates und der Kommission unverzüglich nachzukommen;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte seit der Einführung am 1. Januar 2005 neuer Direktstützungsregelungen verpflichtet sind, die gesetzlichen Anforderungen an die Betriebsführung und die Normen auf dem Gebiet des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands, einschließlich für die nicht angebauten Flächen, einzuhalten sowie die Verpflichtungen für die Aufrechterhaltung der für Dauerweiden bestimmten Ländereien zu beachten;

In der Erwägung, dass die Richtlinien für die Cross-Compliance in der Wallonischen Region festzulegen sind;

In der Erwägung, dass diese Richtlinien der Cross-Compliance und ihre möglichen Auswirkungen im Falle einer Unregelmäßigkeit Gegenstand von Konzertierungen mit den in den betreffenden Bereichen zuständigen spezialisierten Einrichtungen und den Vertretern der Landwirte waren;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft (IG2) der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "zuständige spezialisierte Einrichtung": die nationale oder regionale Behörde, die für die Kontrolle nach Artikel 2 Punkt 36 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 zuständig ist;

4° "Cross-Compliance": die gesetzlichen Anforderungen an die Betriebsführung und den Erhalt des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands gemäß den Artikeln 4 und 5 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

5° "Flächenerklärung": die 2003 oder 2004 durch den Landwirt abgegebene Erklärung gemäß Artikel 4 § 1 der Verordnung Nr. 2419/2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen oder ab dem 1. Januar 2005 der in Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführte Beihilfeantrag, der die Angabe aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs beinhaltet;

6° "Kulturcodes": die von der Verwaltung bestimmten und in den Formularen der Flächenerklärung verwendeten Codes, durch die die Kulturtypen identifiziert werden;

7° "Bestimmungscodes": die von der Verwaltung bestimmten und in den Formularen der Flächenerklärung verwendeten Codes, durch die die hauptsächliche oder nebensächliche Bestimmung der Parzellen identifiziert wird;

8° "Informationscodes": die von der Verwaltung bestimmten und in den Formularen der Flächenerklärung verwendeten Codes, durch die weitere Angaben zu der Parzelle identifiziert werden; diese Codes sind unter anderem an die besondere geographische Lage der Parzelle, an eine besondere Nutzung dieser Parzelle oder an eine ihrer landschaftlichen oder agronomischen Besonderheiten gebunden. Diese Angaben werden zu Informationszwecken übermittelt. Sie greifen der tatsächlichen Lage der Parzelle nicht vor;

9° "Dauerweide": Flächen, die zum Anbau von Gras oder anderer Grünfütterpflanzen nach Artikel 2 Punkt 2) der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 genutzt werden;

10° "Wiese, als Dauerweide betrachtet wird": eine auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle, die eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

— die Parzelle wurde im Jahre 2003 von einem Landwirt in seiner Flächenerklärung als Dauerwiese (Bestimmungscodes P, G oder I und Kulturcode 611 oder 612) erklärt, aber war nicht Gegenstand einer Ersetzung zugunsten einer anderen Parzelle durch einen von der Verwaltung in Anwendung von Artikel 3 §§ 2 und 4 genehmigten Ausgleich;

— die Parzelle wurde im Jahre 2005 von einem Landwirt in seiner Flächenerklärung als Dauerwiese (Kulturcode 61) erklärt aber wurde nicht im Jahre 2003 erklärt, oder aber wurde im Jahre 2003 von einem Landwirt als Wechselwiese (Bestimmungscodes P, G oder I und Kulturcode 621 oder 622) erklärt. Diese Parzelle war jedoch nicht Gegenstand einer Ersetzung zugunsten einer anderen Parzelle durch einen von der Verwaltung in Anwendung von Artikel 2 §§ 2 und 4 genehmigten Ausgleich;

— die Parzelle wurde nach dem 1. Januar 2005 von einem Landwirt oder verschiedenen Landwirten in ihrer Flächenerklärung als Wiese (Kulturcodes 61 oder 62) während fünf aufeinanderfolgenden Jahren erklärt aber war noch nicht Gegenstand einer Ersetzung zugunsten einer anderen Parzelle durch einen von der Verwaltung in Anwendung von Artikel 3 §§ 2 und 4 genehmigten Ausgleich;

— die Parzelle stammt aus der Ersetzung einer anderen Parzelle infolge eines von der Verwaltung in Anwendung von Artikel 3 §§ 2 und 4 genehmigten Ausgleichs;

11° "Referenzfläche für Dauerweiden": die von den Landwirten erklärte Fläche in Bezug auf die gesamten Dauerwiesen, die 2003 erklärt wurden und auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind, erhöht um die Fläche in Bezug auf die gesamten neuen Dauerwiesen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind und 2005 erklärt wurden, während sie im Jahre 2003 nicht erklärt worden waren oder im Jahre 2003 als Wechselwiesen erklärt worden waren. Diese Fläche ist 306.144,48 Hektar groß;

12° "Referenzkoeffizient": Verhältnis zwischen der Referenzfläche für Dauerweiden einerseits und der gesamten landwirtschaftlichen Fläche im Sinne von Artikel 2, Punkt a) der Verordnung (EG) Nr. 795/2004, die 2005 erklärt wurde und die Wallonische Region betrifft, andererseits, d.h. 754.938,93 Hektar;

13° "Jahreskoeffizient": Verhältnis zwischen der in der Wallonischen Region während eines betreffenden Jahres den Dauerweiden gewidmeten Fläche einerseits und der gesamten landwirtschaftlichen Fläche nach Artikel 2 Punkt a) der Verordnung (EG) Nr. 795/2004, die für dasselbe Jahr die Wallonische Region betrifft, andererseits, wobei dieses Verhältnis jährlich aufgrund der von den Landwirten anhand ihrer Flächenerklärungen angegebenen Flächen berechnet wird;

14° "Natura 2000-Gebiet": eins der im Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen erwähnten Gebiete;

15° "gefährdetes Gebiet": das gefährdete Gebiet im Sinne von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch Artikel R.191 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt worden ist;

16° "Gebiet mit besonderer Umweltbelastung": eins der Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind und die in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch Artikel R.193 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt wird, erwähnt sind;

17° "Gefahrenstoffe": die Stoffe, Schädlingsbekämpfungsmittel und Kohlenwasserstoffe, die in Artikel 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers angeführt sind.

KAPITEL II — *Bereiche der Cross-Compliance*

Art. 2 - Die Cross-Compliance unterliegt fünf Bereichen, die jeweils eine oder mehrere Verpflichtungen, Themen oder Rechtsvorschriften umfassen:

- Bereich 1: Aufrechterhaltung der für Dauerweiden bestimmten Ländereien (1 Verpflichtung);
- Bereich 2: Erhalt des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands (4 Themen);
- Bereich 3: Umwelt (5 Rechtsvorschriften);
- Bereich 4: Volksgesundheit, Gesundheit der Tiere und Pflanzen (9 Rechtsvorschriften);
- Bereich 5: Wohlergehen der Tiere (3 Rechtsvorschriften).

Die Cross-Compliance findet Anwendung auf den gesamten Betrieb.

KAPITEL III — *Bereich 1: Erhalt der Dauerweiden*

Einzigster Abschnitt — Verpflichtung 01: Erhalt der Dauerweiden in der Wallonischen Region

Art. 3 - § 1 - Die Landwirte werden alljährlich durch die Verwaltung und durch die Presse über die Entwicklung des Verhältnisses zwischen dem Jahreskoeffizienten und dem Referenzkoeffizienten und die in § 2 angeführten Folgen, die diese Entwicklung mit sich bringt, informiert.

§ 2 - Wenn sich das Verhältnis zwischen Jahreskoeffizienten und Referenzkoeffizienten für ein beliebiges Jahr ab dem Wirtschaftsjahr 2005 nicht um 5% oder mehr des Referenzkoeffizienten verringert, wird keine Maßnahme ergriffen und wird den Landwirten keine besondere Verpflichtung, was den Erhalt ihrer Dauerweiden betrifft, auferlegt.

Beträgt die im ersten Absatz erwähnte Verringerung mindestens 5% , jedoch weniger als 7,5% des Referenzkoeffizienten, wird den Landwirten ein allgemeines Verbot auferlegt, während des betroffenen Jahres diejenigen Wiesen, die als Dauerweiden betrachtet werden, einem anderen Zweck als dem einer Wiese zu widmen. Wird der Betrieb umstrukturiert, so müssen die Landwirte, die solchen Wiesen nach dem Monat August des betreffenden Jahres einen anderen Zweck zuweisen wollen, zuvor bei der Verwaltung einen begründeten Genehmigungsantrag einreichen und ihr die Parzellen angeben, die sie zum Ausgleich in der Wallonischen Region wieder als Wiesen angeben möchten, unter Berücksichtigung der ihnen wohl bekannten Tatsache, dass sie dazu verpflichtet sein werden, diese neuen Parzellen mindestens während 5 aufeinander folgenden Jahre als Dauerweiden beizubehalten.

Wenn die Verringerung mindestens 7,5 % des Referenzkoeffizienten erreicht, wird das oben erwähnte allgemeine Verbot, den Wiesen, die als Dauerweiden betrachtet werden, einen anderen Zweck zuzuteilen, aufrechterhalten. Zudem werden die Landwirte, die Wiesen, die als Dauerweiden betrachtet werden, eine andere Zweckbestimmung gegeben haben, dazu aufgefordert, eine gleichwertige Fläche wieder als Wiese einzurichten, mit der zusätzlichen Verpflichtung, diese neuen Parzellen während mindestens 5 aufeinanderfolgenden Jahre als Dauerweiden zu behalten.

§ 3 - Die Parzellen, die nicht als Dauerweiden betrachtet werden, die aber nach dem 1. Januar 2005 von einem oder mehreren Landwirten in ihrer Flächenerklärung während 5 aufeinanderfolgenden Jahre als Wiese (Kulturcode 61 oder 62) angegeben werden, werden ab dem fünften Jahr von der Verwaltung als Dauerweide betrachtet.

Die begrasten Wendeflächen, die in der Flächenerklärung als solche angegeben sind und den Kulturcode 751 tragen, werden jedoch nicht als Dauerweide betrachtet und werden in Zusammenhang mit dem Erhalt von Dauerweiden nicht berücksichtigt.

§ 4 - Jeder Parzelle, die als Dauerweide betrachtet wird, teilt die Verwaltung ein Informationscode "P" zu, der den Landwirten anhand des von der Verwaltung vorgegedruckten Formulars der Flächenerklärung mitgeteilt wird.

Jegliche Übertragung einer landwirtschaftlichen Parzelle auf einen anderen Landwirt ändert in keiner Weise die eventuelle Berücksichtigung dieser Parzelle als Dauerweide.

Unbeschadet der im zweiten Paragraphen vorgesehenen Verpflichtungen darf der Landwirt bei der Verwaltung die Genehmigung beantragen, eine oder mehrere Parzellen seines Betriebs, die als Dauerweide betrachtet werden, durch eine oder mehrere andere Parzellen, deren Gesamtfläche mindestens gleich ist und die in der Wallonischen Region gelegen ist/sind, auszugleichen. Wird dem Antrag stattgegeben, wird bzw. werden die neue(n) Parzelle(n) als Dauerweide betrachtet. Die ehemalige(n) Parzelle(n) verliert bzw. verlieren diese Eigenschaft.

§ 5 - Die vorliegenden Bestimmungen über den Erhalt von Dauerweiden gelten für jeden völlig oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

KAPITEL IV — *Bereich 2: guter landwirtschaftlicher und ökologischer Zustand**Abschnitt 1 — Thema Nr. 2: Bekämpfung der Bodenerosion*

Art. 4 - Auf den Parzellen, die eine Erosionsgefahr aufweisen, ist der Landwirt verpflichtet, die vom Minister festgelegten Normen einzuhalten.

Eine Parzelle wird als von der Erosion gefährdet betrachtet, wenn mehr als 50% ihrer Fläche eine Neigung von mindestens 10% aufweist, insofern diese geneigte Fläche mindestens 50 Ar groß ist.

§ 4 - Jeder als erosionsgefährdet betrachteten Parzelle teilt die Verwaltung ein Informationscode "R" zu, der den Landwirten anhand des von der Verwaltung vorgegedruckten Formulars der Flächenerklärung mitgeteilt wird.

Diese Bestimmungen über den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand gelten für jede in der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle der Betriebe, die völlig oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegen.

Abschnitt 2 — Thema Nr. 3: Erhalt des Gehalts organischer Stoffe im Boden

Art. 5 - Was den Erhalt des Gehalts organischer Stoffe im Boden betrifft, ist der Landwirt verpflichtet, die vom Minister festgelegten Normen einzuhalten.

Diese Bestimmung über den Erhalt des Gehalts organischer Stoffe im Boden gilt für jede in der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle eines Betriebs, der völlig oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt.

Abschnitt 3 — Thema Nr. 4: Erhalt der Bodenstruktur

Art. 6 - Jeder Landwirt, der eine Bewässerung der Böden durchführt oder seit 2002 durchgeführt hat, muss dies in seiner jährlichen Flächenerklärung und seinem Antrag auf Beihilfen erklären und ist verpflichtet, die vom Minister festgelegten Normen einzuhalten.

Diese Bestimmungen über den Erhalt der Bodenstruktur gelten für jede in der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle eines Betriebs, der völlig oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt.

Abschnitt 4 — Thema Nr. 5: Erhalt einer Mindestpflege der Ländereien

Art. 7 - Jeder Landwirt muss alle Parzellen seines Betriebs und insbesondere diejenigen, die nicht mehr zu Produktionszwecken genutzt werden, in einem guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand erhalten und ist verpflichtet, die vom Minister festgelegten Normen einzuhalten.

Diese Bestimmungen über den Erhalt einer Mindestpflege der Ländereien gelten für jede in der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle eines Betriebs, der völlig oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt.

KAPITEL V — *Bereich 3: Umwelt**Abschnitt 1 — Rechtsvorschriften Nrn. 6 und 7 - Erhaltung der wildlebenden Vögel und der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen*

Art. 8 - Jeder Landwirt, der in seinem Betrieb eine oder mehrere Parzelle(n) hat, die teilweise (aufgrund einer vom Minister festgelegten Mindestfläche) oder völlig in einem Natura 2000-Gebiet liegt bzw. liegen, ist verpflichtet, unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen des Dekrets vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen einzuhalten.

Jeder Parzelle, die als teilweise oder völlig im Natura 2000-Gebiet gelegen betrachtet wird, teilt die Verwaltung ein Informationscode "N" zu.

Für die Parzellen, die teilweise in einem Natura 2000-Gebiet liegen, betreffen die Anforderungen nur denjenigen Teil der Parzelle, der in diesem Gebiet liegt.

Diese Bestimmungen über die Erhaltung der wildlebenden Vögel und der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen gelten für jede in der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle eines Betriebs, der völlig oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt.

Abschnitt 2 — Rechtsvorschrift Nr. 8: Schutz der Gewässerschutz vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen

Art. 9 - Was die Beachtung der Bestimmungen über den Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat angeht, sind die Landwirte verpflichtet, unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt wird, auferlegt sind.

Jeder Parzelle, die als teilweise oder völlig in einem gefährdeten Gebiet oder in einem Gebiet mit besonderer Umweltbelastung gelegen betrachtet ist, teilt die Verwaltung ein Informationscode "V" bzw. "H" zu, der den Landwirten anhand des von der Verwaltung vorgegedruckten Formulars der Flächenerklärung mitgeteilt wird.

Diese Bestimmungen über den Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen gelten für jede in der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle eines Betriebs, der völlig oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt.

Abschnitt 3 — Rechtsvorschrift Nr. 9: Bodenschutz bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft

Art. 10 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Verwendung von Klärschlamm angeht, ist der Landwirt verpflichtet, unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bestimmungen die Bestimmungen zu beachten, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben auferlegt werden. Jeder Landwirt, der Klärschlamm verwendet oder seit 2002 verwendet hat, muss dies in der angemessenen Rubrik seines Formulars der Flächenerklärung erklären.

Die vorliegenden Bestimmungen über den Bodenschutz bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft gelten für jeden ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

Abschnitt 4 — Rechtsvorschrift Nr. 10: Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung durch gewisse Gefahrenstoffe

Art. 11 - Was die Beachtung der Bestimmungen über den Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung durch gewisse Gefahrenstoffe angeht, sind die Landwirte verpflichtet, unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe und durch den Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen, auferlegt sind.

Diese Bestimmungen über den Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung durch gewisse Gefahrenstoffe gelten für jede auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegene Produktionseinheit oder, was einen Betrieb betrifft, für den Teil, die Parzelle oder die Produktionseinheit, einschließlich der Einrichtungen zur Lagerung von Kohlenwasserstoffen, der bzw. die auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt.

*KAPITEL VI — Bereich 4: Volksgesundheit, Gesundheit der Tiere und Pflanzen**Abschnitt 1 — Rechtsvorschrift Nr. 11: Identifikation von Rindern und Schweinen*

Art. 12 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Identifikation von Rindern angeht, ist der Landwirt verpflichtet, unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen, insbesondere durch den Königlichen Erlass vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern auferlegt werden.

Diese Bestimmungen über die Registrierung und die Identifikation von Rindern gelten für jeden Betrieb, von dem ein Rindviehbestand mit einer auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Produktionseinheit verbunden ist.

Art. 13 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Registrierung und die Identifikation der Schweine angeht, ist der Landwirt verpflichtet, unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen, insbesondere durch den Königlichen Erlass vom 15. Februar 1995 über die Identifizierung von Schweinen und durch den Ministerialerlass vom 19. Februar 1982 zur Regelung der Identifizierung der Zucht- und Mastschweine und der Registrierung der Schweine auferlegt werden.

Diese Bestimmungen über die Registrierung und die Identifikation der Schweine gelten für jeden Betrieb, von dem ein Schweinebestand mit einer auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Produktionseinheit verbunden ist.

Abschnitt 2 — Rechtsvorschrift Nr. 12: Identifikation von Schafen und Ziegen

Art. 14 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Registrierung und die Identifikation von Schafen und Ziegen angeht, ist der Landwirt verpflichtet, unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen, insbesondere durch den Königlichen Erlass vom 2. Juli 1996 über die Identifizierung und die Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen auferlegt werden.

Diese Bestimmungen über die Registrierung und die Identifizierung der Schafen und Ziegen gelten für jeden Betrieb, von dem sich Schafe oder Ziegen auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden.

Abschnitt 3 — Rechtsvorschrift Nr. 13: Verwendung gewisser Stoffe

Art. 15 - Was die Beachtung der Bestimmungen über das Verbot der Benutzung gewisser Stoffe bei Tierproduktionen für die Tiere, die Lebensmittel erzeugen, angeht, ist der Landwirt verpflichtet, ab dem 1. Januar 2006 unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bestimmungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen auferlegt werden.

Die vorliegenden Bestimmungen über die Verwendung gewisser Stoffe bei Tierproduktionen gelten für jeden ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

Abschnitt 4 — Rechtsvorschrift Nr. 14: Sicherheit von Lebensmitteln (Rückverfolgbarkeit)

Art. 16 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Sicherheit von Lebensmitteln (Rückverfolgbarkeit) angeht, ist der Landwirt verpflichtet, ab dem 1. Januar 2006 unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen auferlegt werden.

Die vorliegenden Bestimmungen über die Sicherheit von Lebensmitteln gelten für jeden ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

Abschnitt 5 — Rechtsvorschrift Nr. 15: Bekämpfung der übertragbaren spongiösen Enzephalopathien (ÜSE)

Art. 17 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Prävention, die Kontrolle und die Ausrottung gewisser ÜSE (von denen BSE ...) angeht, ist der Landwirt verpflichtet, ab dem 1. Januar 2006 unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen auferlegt werden.

Die vorliegenden Bestimmungen über die Bekämpfung der ÜSE gelten für jeden ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

Abschnitt 6 — Rechtsvorschriften Nr. 16 bis 18: Bekämpfung gewisser Krankheiten

Art. 18 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Bekämpfung gewisser Krankheiten angeht, ist der Landwirt verpflichtet, ab dem 1. Januar 2006 unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Anforderungen in Sachen Mitteilung bei Verdachtsfällen oder bei Präsenz bestimmter Krankheiten zu beachten.

Die vorliegenden Bestimmungen über die Bekämpfung gewisser Krankheiten gelten für jeden ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

Abschnitt 7 — Rechtsvorschrift Nrn. 19: Verwendung von Pflanzenschutzmitteln

Art. 19 - Was die Beachtung der Bestimmungen über die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln angeht, ist der Landwirt verpflichtet, ab dem 1. Januar 2006 unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen auferlegt werden.

Die vorliegenden Bestimmungen über die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln gelten für jeden ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

KAPITEL VII — *Bereich 5: Wohlergehen der Tiere**Einziges Abschnitt — Rechtsvorschriften Nr. 20 bis 22: Beachtung des Wohlergehens der Tiere*

Art. 20 - Was die Beachtung der Bestimmungen über das Wohlergehen der Tiere, der Schweine und der Kälber angeht, ist der Landwirt verpflichtet, ab dem 1. Januar 2007 unter den in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen die Bestimmungen zu beachten, die durch föderale Erlasse über diese Anforderungen auferlegt werden.

Die vorliegenden Bestimmungen über das Wohlergehen der Tiere gelten für jeden ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Betrieb.

KAPITEL VIII — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 21 - Die vom Bereich 1 betroffenen Verpflichtungen, die vom Bereich 2 betroffenen Normen und die von den Bereichen 3, 4 und 5 betroffenen Anforderungen im Rahmen der Cross-Compliance werden vom Minister bestimmt.

Art. 22 - Jeder Landwirt, der Direktzahlungen beantragt, ist verpflichtet, die besonderen Anforderungen, Normen und Verpflichtungen unter Gefahr von Strafen, die vom Minister festgelegt werden und nach den Berechnungsmodalitäten, die er bestimmt, einzuhalten.

Im Falle der Nichteinhaltung der Verpflichtungen, Normen oder Anforderungen der Cross-Compliance wird die Strafe auf die gesamten Direktzahlungen angewendet, die dem Landwirt gewährt werden.

Art. 23 - Jeder Landwirt, der Direktzahlungen beantragt, ist verpflichtet, den zuständigen spezialisierten Einrichtungen volle Unterstützung zu verleihen.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam.

Art. 25 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3043

[2006/202525]

22 JUNI 2006. — **Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 319/2006 van de Commissie van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 658/2006 van de Commissie van 27 april 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 659/2006 van de Commissie van 27 april 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IV bis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 660/2006 van de Commissie van 27 april 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt *a*), 2e streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op het overleg van 12 juni 2006 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het protocol van 23 juni 2005 tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV), de Afdeling Landbouwsteun van het Ministerie van het Waalse Gewest (IG2) en de Administratie Beheer en Kwaliteit Landbouwproductie (ABKL) van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de randvoorwaarden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de landbouwers sinds de instelling op 1 januari 2005 van de nieuwe stelsels voor rechtstreekse steunverlening ertoe verplicht zijn de regelgevende vereisten inzake beheer, de normen inzake goede landbouw- en milieuomstandigheden, met inbegrip van de uit productie gelaten oppervlakten, en de verplichtingen aangaande de instandhouding van de gronden voor permanent grasland na te leven;

Overwegende dat de richtsnoeren voor de randvoorwaarden in het Waalse Gewest vastgesteld moeten worden;

Overwegende dat de richtsnoeren voor de randvoorwaarden en hun eventuele gevolgen in geval van onregelmatigheid het voorwerp uitmaken van overleggen met de gespecialiseerde instellingen die bevoegd zijn voor de bedoelde aangelegenheden en met de vertegenwoordigers van de landbouwers;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse steunregelingen of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van die stelsels;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

2° "bestuur" : de Afdeling Landbouwsteun (IG2) van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "bevoegde gespecialiseerde instelling" : de nationale of gewestelijke overheid die bevoegd is inzake keuring zoals bedoeld in artikel 2, punt 36), van Verordening (EG) nr. 796/2004;

4° "randvoorwaarden" : de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen en de goede landbouw- en milieuomstandigheden overeenkomstig artikelen 4 en 5 van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

5° "oppervlakte-aangifte" : oppervlakteaangifte van de landbouwer opgemaakt in 2003 of 2004 overeenkomstig artikel 4, § 1, van Verordening (EG) nr. 2419/2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen of, vanaf 1 januari 2005, de steunaanvraag bedoeld in artikel 22 van Verordening (EG) nr. 1782/2003, die de aangifte van alle landbouwpercelen van het bedrijf omvat;

6° "gewascodes" : door het bestuur bepaalde codes die gebruikt worden in de formulieren van oppervlakteaangifte, waarbij de gewassoorten worden geïdentificeerd;

7° "bestemmingscodes" : door het bestuur bepaalde codes die gebruikt worden in de formulieren van oppervlakteaangifte, waarbij de hoofd- of nevenbestemmingen van de percelen worden geïdentificeerd;

8° "informatiecodes" : door het bestuur bepaalde codes die gebruikt worden in de formulieren van oppervlakteaangifte, waarbij bijkomende informatie op het gebied van het perceel worden geïdentificeerd. Die codes zijn o.a. verbonden met de bijzondere geografische situatie van het perceel, met een bijzonder gebruik daarvan of met één van zijn fysieke of landbouwkundige kenmerken. Die gegevens worden ter informatie meegedeeld en doen geen afbreuk aan het eigenlijke perceel;

9° "blijvend grasland" : grond bestemd voor de productie van gras en andere groenvoedergewassen zoals bedoeld in artikel 2, punt 2), van Verordening (EG) nr. 796/2004;

10° "weide beschouwd als behorend tot het blijvend grasland" : een landbouwperceel gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest dat voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

— het perceel werd aangegeven als blijvend grasland (bestemmingscode P, G of I en gewascode 611 of 612) in 2003 door een landbouwer d.m.v. zijn oppervlakteaangifte maar werd niet vervangen ten gunste van een ander perceel door een compensatie toegestaan door het bestuur ter uitvoering van artikel 3, §§ 2 en 4°;

— het perceel werd in 2005 aangegeven door een landbouwer als blijvend grasland (gewascode 61) d.m.v. zijn oppervlakteaangifte maar werd niet aangegeven in 2003 dan wel als tijdelijk grasland (bestemmingscode P, G of I en gewascode 621 of 622). Dat perceel werd echter niet vervangen ten gunste van een ander perceel d.m.v. een compensatie toegestaan door het bestuur ter uitvoering van artikel 3, §§ 2 en 4;

— het perceel werd na 1 januari 2005 als weide aangegeven door één of meerdere landbouwers in hun oppervlakteaangiften (gewascodes 61 of 62) tijdens vijf opeenvolgende jaren maar is nog niet vervangen ten gunste van een ander perceel door een compensatie toegestaan door het bestuur ter uitvoering van artikel 3, §§ 2 en 4°;

— het perceel komt voort uit de vervanging van een ander perceel als compensatie toegestaan door het bestuur ter uitvoering van artikel 3, §§ 2 en 4;

11° "referentieoppervlakte blijvend grasland" : de door de landbouwers aangegeven grondoppervlakte betreffende het geheel van het in 2003 aangegeven blijvend grasland gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, verhoogd met de oppervlakte betreffende het geheel van het nieuwe blijvend grasland gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest dat in 2005 aangegeven was terwijl het in 2003 niet was aangegeven dan wel als tijdelijk grasland. Die oppervlakte bedraagt 306.144,48 hectares;

12° "referentieratio" : verhouding tussen enerzijds de referentieoppervlakte blijvend grasland en anderzijds de totale landbouwoppervlakte zoals omschreven in artikel 2, punt a), van Verordening (EG) nr. 795/2004, aangegeven in 2005 en betreffende het Waalse Gewest, namelijk 754.938,93 hectares;

13° "jaarlijkse ratio" : verhouding, jaarlijks berekend volgens de oppervlakten die door de landbouwers aangegeven zijn d.m.v. hun oppervlakteaangiften, tussen enerzijds de grondoppervlakte die in het Waalse Gewest bestemd is voor blijvend grasland tijdens een bepaald jaar en anderzijds de totale landbouwoppervlakte zoals bepaald in artikel 2, punt a), van Verordening (EG) nr. 795/2004 en betreffende het Waalse Gewest voor hetzelfde jaar;

14° "Natura 2000-gebied" : één van de gebieden bedoeld in het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden alsook van de wilde fauna en flora;

15° "kwetsbaar gebied" : het kwetsbaar gebied bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, opgeheven op 22 maart 2005 en vervangen vanaf deze datum bij artikel R. 191 van het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

16° "gebied onderhevig aan een bijzondere milieudruk" : één van de kwetsbare gebieden onderhevig aan bijzondere milieudrukken bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, opgeheven op 22 maart 2005 en vervangen vanaf die datum bij artikel R. 193 van het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

17° "gevaarlijke stof" : de stoffen, pesticiden en koolwaterstoffen, opgesomd in artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen.

HOOFDSTUK II. — Domeinen van de randvoorwaarden

Art. 2. De randvoorwaarden zijn onderworpen aan vijf domeinen die één of meerdere verplichtingen, thema's of akten bevatten :

- domein 1 : instandhouding van blijvend grasland (1 verplichting);
- domein 2 : goede landbouw- en milieumstandigheden (4 thema's);
- domein 3 : milieu (5 akten);
- domein 4 : volks-, dier- en plantengezondheid (9 akten);
- domein 5 : dierenwelzijn (3 akten).

De randvoorwaarden zijn van toepassing op heel het bedrijf.

HOOFDSTUK III. — *Domein 1 : Instandhouding van blijvend grasland**Enige afdeling. — Verplichting nr. 1 : Instandhouding van blijvend grasland in het Waalse Gewest*

Art. 3. § 1. De landbouwers zullen elk jaar bij de pers en door het bestuur op de hoogte worden gebracht van de ontwikkeling van de jaarlijkse ratio in vergelijking met de referentieratio en de in § 2 bedoelde gevolgen van die ontwikkeling.

§ 2. Wanneer voor een bepaald jaar vanaf de campagne 2005 de verhouding tussen de jaarlijkse ratio en de referentieratio niet kleiner is dan 5 % of meer t.a.v. de referentieratio, wordt geen maatregel getroffen en wordt aan de landbouwers geen enkele bijzondere verplichting opgelegd wat betreft de instandhouding van hun blijvend grasland.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde vermindering gelijk of groter is dan 5 % maar kleiner is dan 7,5 % t.a.v. de referentieratio, is er voor het betrokken jaar een algemeen verbod om de weilanden die beschouwd worden als blijvend grasland voor een ander gebruik aan te wenden. Bij een reorganisatie van hun bedrijf moeten de landbouwers die na augustus van het betrokken jaar dergelijk weiland voor een ander gebruik wensen te bestemmen, eerst een met redenen omklede vergunning aanvragen bij het bestuur en opgeven welke percelen zij ter compensatie tot weiland zullen omvormen in het Waalse Gewest. Zij zullen die nieuwe percelen als blijvend grasland minstens vijf jaar moeten handhaven.

Wanneer de vermindering minstens 7,5 % van de referentieratio bereikt, naast het bovenvermelde algemene verbod om de als blijvend grasland beschouwde weilanden voor een ander gebruik aan te wenden, zullen de landbouwers die percelen van dergelijke weilanden voor een ander gebruik bestemd hebben, erom verzocht worden om een gelijke oppervlakte weer tot weiland om te vormen. Zij zullen die nieuwe percelen als blijvend grasland minstens vijf jaar moeten handhaven.

§ 3. De betrokken percelen die als blijvend grasland niet beschouwd worden maar die na 1 januari 2005 door één of verschillende landbouwers in hun oppervlakteaangiften aangegeven zijn als weide (gewascode 61 of 62) tijdens vijf opeenvolgende jaren, worden door het bestuur beschouwd als blijvend grasland vanaf het vijfde jaar.

Evenwel worden de met gras bezaaide perceelsranden die als zodanig worden aangegeven in de oppervlakteaangifte en die gewascode 751 dragen, niet beschouwd als blijvend grasland en worden niet in acht genomen in het kader van de instandhouding van het blijvend grasland.

§ 4. Aan elk perceel beschouwd als blijvend grasland wordt door het bestuur een informatiecode "P" toegekend; die code wordt meegedeeld aan de landbouwers d.m.v. het door het bestuur voorgedrukte formulier van oppervlakteaangifte.

Elke overdracht van een landbouwperceel aan een andere landbouwer zal in niets het eventuele statuut van dat perceel als blijvend grasland wijzigen.

Onverminderd de in § 2 bedoelde verplichtingen kan de landbouwer de vergunning vragen aan het bestuur om één of meerdere percelen van zijn bedrijf die beschouwd zijn als blijvend grasland te compenseren door één of meerdere percelen met een minstens gelijkaardige oppervlakte en gelegen in het Waalse Gewest. In geval van aanvaarding wordt of worden het of de nieuwe percelen beschouwd als blijvend grasland en wordt die eigenschap verloren wat betreft het of de vorige percelen.

§ 5. Deze voorschriften betreffende de instandhouding van blijvend grasland zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK IV. — *Domein 2 : Goede landbouw- en milieuomstandigheden**Afdeling 1. — Thema nr. 2 : Strijd tegen de bodemerosie*

Art. 4. Op de grondpercelen met een erosierisico is de landbouwer ertoe verplicht de door de Minister vastgestelde normen na te leven.

Een perceel wordt beschouwd als een risicoperceel wanneer meer dan 50 % van zijn oppervlakte een helling hoger of gelijk aan 10 % vertoont voor zover die hellende oppervlakte een minimum van 50 aren bedraagt.

Aan elk perceel met een erosierisico wordt door het bestuur een informatiecode "R" toegekend; die code wordt meegedeeld aan de landbouwers d.m.v. het door het bestuur voorgedrukte formulier van oppervlakteaangifte.

Deze bepalingen betreffende de goede landbouw- en milieuomstandigheden zijn van toepassing op elk landbouwperceel gelegen in het Waalse Gewest van een bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 2. — Thema nr. 03 : Behoud van de niveaus van bodemmineralen

Art. 5. Wat betreft het behoud van de niveaus van bodemmineralen, is de landbouwer ertoe verplicht de door de Minister vastgestelde normen na te leven.

Deze bepaling betreffende de niveaus van bodemmineralen is van toepassing op elk landbouwperceel gelegen in het Waalse Gewest van een bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 3. — Thema nr. 4 : Behoud van de bodemstructuur

Art. 6. De landbouwers die sinds 2002 irriteerden of dat nog steeds doen, moeten het aangeven in hun jaarlijkse oppervlakteaangifte en steunaanvragen en zijn ertoe verplicht de door de Minister vastgestelde normen na te leven.

Deze bepalingen betreffende het behoud van de bodemstructuur zijn van toepassing op elk landbouwperceel gelegen in het Waalse Gewest van een bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 4. — Thema nr. 5 : Behoud van een minimaal onderhoudsniveau van de gronden

Art. 7. De landbouwers zorgen ervoor dat alle percelen van hun bedrijf, in het bijzonder de percelen die niet langer worden gebruikt voor productiedoeleinden, in goede landbouw- en milieuomstandigheden worden behouden en zijn ertoe verplicht de door de Minister vastgestelde normen na te leven.

Deze bepalingen betreffende het minimaal onderhoudsniveau van de gronden zijn van toepassing op elk landbouwperceel gelegen in het Waalse Gewest van een bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK V. — *Domein 3^o : Milieu**Afdeling 1. — Akten nrs. 6 en 7 : Instandhouding van wilde vogels en natuurlijke habitats alsook van de wilde fauna en flora*

Art. 8. De landbouwers die in hun bedrijven één of meerdere percelen geheel of gedeeltelijk gelegen (ten bedrage van één door de Minister vastgestelde minimale oppervlakte) in een Natura 2000-gebied zijn ertoe verplicht, onder de in artikel 21 van dit besluit vastgestelde voorwaarden, de voorschriften van het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden alsook van de wilde fauna en flora na te leven.

Een informaticode "N" wordt door het bestuur toegekend aan elk perceel beschouwd als geheel of gedeeltelijk gelegen in een Natura 2000-gebied.

Voor de percelen die gedeeltelijk in een Natura 2000-gebied liggen, betreffen de vereisten uitsluitend het gedeelte van het perceel dat in dat gebied ligt.

Deze voorschriften betreffende de instandhouding van wilde vogels en natuurlijke habitats alsook van de wilde fauna en flora zijn van toepassing op elk landbouwperceel gelegen in het Waalse Gewest van een bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 2. — Akte nr. 8 : Bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen

Art. 9. Wat betreft de naleving van de voorschriften betreffende de waterbescherming tegen nitraten, zijn de landbouwers ertoe verplicht, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de voorwaarden na te leven die opgelegd zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, opgeheven op 22 maart 2005 en vervangen vanaf deze datum bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Een respectieve code "V" of "H", meegedeeld aan de landbouwers d.m.v. het door het bestuur voorgedrukte formulier van oppervlakteaangifte, wordt door het bestuur toegekend aan elk perceel beschouwd als gedeeltelijk of geheel gelegen in een kwetsbaar gebied of in een gebied onderhevig aan een bijzondere milieudruk, zoals bedoeld in artikel 1, punten 15 en 16.

Deze bepalingen betreffende de waterbescherming tegen verontreiniging door nitraten zijn van toepassing op elk landbouwperceel gelegen in het Waalse Gewest van een bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 3. — Akte nr. 9 : Bodembescherming bij het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw

Art. 10. Wat betreft de naleving van de bepalingen inzake het gebruik van zuiveringsslib, is de landbouwer ertoe verplicht, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de bepalingen na te leven die opgelegd zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van handelingscentra voor slijk uit septische putten. De landbouwers die sinds 2002 zuiveringsslib gebruikt hebben of dat nog steeds doen, moeten dat via de gepaste rubriek van zijn formulier van oppervlakteaangifte melden.

Deze voorschriften betreffende de bodembescherming bij het gebruik van zuiveringsslib in het kader van landbouwactiviteiten zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 4. — Akte nr. 10 : Bescherming van het grondwater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen

Art. 11. Wat betreft de naleving van de bepalingen betreffende de verontreiniging voortvloeiend uit gevaarlijke stoffen, is de landbouwer ertoe verplicht, onder de in artikel 21 van dit besluit vastgestelde voorwaarden, de voorschriften na te leven die opgelegd zijn bij het besluit van de Waalse Gewestregering van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen, bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door de lozingen van bepaalde gevaarlijke stoffen en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinstations.

Deze bepalingen met betrekking tot de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen zijn van toepassing op elke productie-eenheid gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest of, voor een bepaald bedrijf, op het gedeelte, perceel of productie-eenheid, met inbegrip van opslaginfrastructuren voor koolwaterstoffen, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VI. — *Domein 4 : Volks-, dier- en plantgezondheid**Afdeling 1. — Akte nr. 11 : Identificatie van runderen en varkens*

Art. 12. Wat betreft de naleving van de voorschriften betreffende de registratie en de identificatie van runderen, is de landbouwer ertoe verplicht, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 21 van dit besluit, de bepalingen na te leven die opgelegd zijn bij de federale besluiten betreffende die vereisten, in het bijzonder bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen.

Deze bepalingen betreffende de registratie en identificatie van runderen zijn van toepassing op elk bedrijf waarvan een runderkudde verbonden is met een productie-eenheid gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 13. Wat betreft de naleving van de voorschriften betreffende de registratie en de identificatie van varkens, is de landbouwer ertoe verplicht, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 21 van dit besluit, de bepalingen na te leven die opgelegd zijn bij de federale besluiten betreffende die vereisten, in het bijzonder bij het koninklijk besluit van 15 februari 1995 betreffende de identificatie van varkens en bij het ministerieel besluit van 19 februari 1982 houdende reglementering van de identificatie van fok- en mestvarkens en de registratie van varkens.

Deze bepalingen betreffende de registratie en identificatie van varkens zijn van toepassing op elk bedrijf waarvan een varkenskudde verbonden is met een productie-eenheid gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 2. — Akte nr. 12 : Identificatie van schapen en geiten

Art. 14. Wat betreft de naleving van de voorschriften betreffende de registratie en de identificatie van schapen en geiten, is de landbouwer ertoe verplicht, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 21 van dit besluit, de bepalingen na te leven die opgelegd zijn bij de federale besluiten betreffende die vereisten, in het bijzonder bij het koninklijk besluit van 2 juli 1996 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen.

Deze bepalingen betreffende de registratie en identificatie van schapen en geiten zijn van toepassing op elk bedrijf waarvan de schapen en geiten verbonden zijn met een productie-eenheid gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 3. — Akte nr. 13 : Gebruik van bepaalde stoffen

Art. 15. Wat betreft het naleven van de regels met betrekking tot het verbod om bepaalde stoffen te gebruiken in veehouderijen voor dieren die levensmiddelen voortbrengen, is de landbouwer ertoe verplicht, vanaf 1 januari 2006, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de bij de federale besluiten opgelegde bepalingen betreffende die vereisten na te leven.

Deze voorschriften betreffende het gebruik van sommige stoffen in veehouderijen zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 4. — Akte nr. 14 : Veiligheid van levensmiddelen (traceerbaarheid)

Art. 16. Wat betreft het naleven van de bepalingen betreffende de veiligheid van de levensmiddelen (traceerbaarheid), is de landbouwer ertoe verplicht, vanaf 1 januari 2006, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de bij de federale besluiten opgelegde bepalingen betreffende deze vereisten na te leven.

Deze voorschriften betreffende de veiligheid van levensmiddelen zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 5. — Akte nr. 15 : Bestrijding van overdraagbare spongiforme encefalopathieën (BSE)

Art. 17. Wat betreft het naleven van de bepalingen betreffende de preventie, de controle en de verwijdering van bepaalde TSE (waaronder BSE ...), is de landbouwer ertoe verplicht, vanaf 1 januari 2006, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de bij de federale besluiten opgelegde bepalingen betreffende die vereisten na te leven.

Deze voorschriften betreffende de bestrijding van TSE zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 6. — Akten nrs. 16 tot 18 : Bestrijding van bepaalde ziekten

Art. 18. Wat betreft het naleven van de bepalingen betreffende de bestrijding van bepaalde ziekten, is de landbouwer ertoe verplicht, vanaf 1 januari 2006, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de vereisten inzake de kennisgeving van die ziekten in geval van verdenking of bestaan daarvan na te leven.

Deze voorschriften betreffende de bestrijding van bepaalde ziekten zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 7. — Akte nr. 19 : Gebruik van fytofarmaceutische producten

Art. 19. Wat betreft de naleving van de gebruiksvoorwaarden voor fytofarmaceutische producten, is de landbouwer ertoe verplicht, vanaf 1 januari 2006, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de bij de federale besluiten opgelegde bepalingen betreffende die vereisten na te leven.

Deze voorschriften betreffende het gebruik van fytofarmaceutische producten zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VII. — *Domein 5 : Dierenwelzijn**Enige afdeling. — Akten nrs. 20 tot 22 : Naleving van het dierenwelzijn*

Art. 20. Wat betreft het naleven van de minimale vereisten voor het dierenwelzijn, meer bepaald voor varkens en kalven, is de landbouwer ertoe verplicht, vanaf 1 januari 2007, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 21 van dit besluit, de bij de federale besluiten opgelegde bepalingen betreffende deze vereisten na te leven.

Deze voorschriften betreffende het naleven van het dierenwelzijn zijn van toepassing op elk bedrijf geheel of gedeeltelijk gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VIII. — *Algemene bepalingen*

Art. 21. De door domein 1 gedekte verplichtingen, de door domein 2 gedekte normen en de door domeinen 3, 4 en 5 gedekte vereisten in het kader van de randvoorwaarden worden bepaald door de Minister.

Art. 22. Elke landbouwer die een aanvraag om rechtstreekse betalingen indient, is ertoe verplicht de vereisten, normen en bijzondere verplichtingen na te leven op straffe van door de Minister vastgestelde boeten en volgens de door hem bepaalde berekeningsmethoden.

In geval van niet-conformiteit van de verplichtingen, normen of vereisten van de randvoorwaarden, wordt de boete toegepast op het geheel van de aan de landbouwer toegekende rechtstreekse betalingen.

Art. 23. Elke landbouwer die een aanvraag om rechtstreekse betalingen indient, is ertoe verplicht totale bijstand te verlenen aan de bevoegde gespecialiseerde instellingen.

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Art. 25. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3044

[2006/202526]

13 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, notamment l'article 18, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du 22 mars 2001, du 21 juin 2001, du 20 décembre 2001, du 16 octobre 2003, du 14 juillet 2005 et du 15 septembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2006;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 2. Dans l'article 29 du même arrêté, les termes "en matière de subventions d'études de préparation ou d'accompagnement, à l'exclusion des études technico-économiques" sont supprimés.

Art. 3. L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. La délégation visée à l'article 28 n'est accordée que pour autant que le montant total de l'engagement en cause n'excède pas 31.000 euros. La délégation visée à l'article 29 n'est accordée que pour autant que le montant total de l'engagement en cause n'excède pas 100.000 euros. »

Art. 4. L'article 30bis du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30bis. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 32.03.03 du titre I^{er}, programme 03, de la division organique 12 du budget administratif de la Région wallonne. »

Art. 5. Dans le même arrêté, un article 30ter, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 30ter. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 51.02.03 du titre II, programme 02, de la division organique 12 du budget administratif de la Région wallonne. »

Art. 6. Dans le même arrêté, un article 30quater, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 30quater. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 51.02.02 du titre II, programme 02, de la division organique 12 du budget administratif de la Région wallonne, et relative à un projet de veille technologique ou à un projet de guidance technologique. »

Art. 7. Dans le même arrêté, un article 30quinquies, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 30quinquies. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 61.01.02 du titre II, programme 02, de la division organique 12 du budget administratif de la Région wallonne, et relative à un projet relevant du programme "Formation et impulsion à la recherche scientifique et technologique" (FIRST). »